

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENT HUON SAS

Coat Couls
22140 BEGARD

Code AIOT : 0005500010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement ÉTABLISSEMENT HUON SAS implanté au lieu-dit Coat Couls à BEGARD (22140). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réactive intervient dans le cadre de l'incendie survenu sur le site des ETS HUON à Bégard dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉTABLISSEMENT HUON SAS
- Coat Couls - 22140 Bégard
- Code AIOT : 0005500010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ETS HUON est spécialisée dans le compostage et la fabrication de fertilisants et d'amendements organiques (transformation et hygiénisation des effluents d'élevages organiques). Le fonctionnement des installations et des équipements de production, et leurs annexes, est réglementé par l'arrêté préfectoral du 29 mai 2010 modifié le 05 juin 2018

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69L171-1	Sans objet
2	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69L171-1	Sans objet
3	Prévention pollution	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26.bis	Sans objet
4	Prévention pollution	Code de l'environnement du 20/11/2023, article L.511-1	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater:

- le respect du délai court de prévenance de l'accident par l'exploitant à l'inspection;
- l'étendue du sinistre sur le site et le bâtiment concerné;
- l'absence de pollution et de rejets des eaux d'extinction dans le milieu naturel.

Des investigations complémentaires sont en cours pour déterminer l'origine et les circonstances précisent de l'incendie.

Le rapport d'accident transmis le 08/10/2024 sera complété par l'exploitant au regard des résultats des enquêtes complémentaires.

L'exploitant devra également justifier de l'actualisation de l'étude de dangers du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69L171-1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation , à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le service d'inspection a été informé par un appel de l'exploitant le lundi 30 septembre 2024 à 9h15 de la survenue d'un incendie dans des cellules de stockage et de compostage de fientes. dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 septembre.</p> <p>Le délai de prévenance court est bien respecté.</p> <p>En parallèle, les services de la préfecture ont relayé l'information et l'intervention du SDIS sur le site ICPE de HUON à Bégard.</p> <p>Les premiers éléments de circonstances suivants ont été recueillis:</p> <ul style="list-style-type: none"> • intervention des pompiers de 1h30 jusqu'à 7h30 suite signalement d'un riverain du site; • feu circonscrit; • activité à l'arrêt: <ul style="list-style-type: none"> ◦ pas d'électricité sur site (intervention ENEDIS programmée); ◦ sécurisation des installations et des équipements;

- pas de conséquences humaines (absence de personnels sur site);
- dégâts matériels:
 - charpente du bâtiment effondrée;
 - 6 cellules de compostage hors d'usage (celles situées en face des lagunes)
- eaux incendie actuellement confinées dans une lagune;
- les premiers éléments d'investigations orientent vers une origine accidentelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69L171-1

Thème(s) : Risques accidentels, Remise d'un rapport

Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Une fiche de notification d'accident/incident a été communiquée par l'exploitant au service d'inspection le 08/10/2024 qui reprend les premières investigations à chaud:

- Chronologie des évènements: (en résumé)

L'évènement s'est produit la nuit du dimanche 29 au lundi 30 septembre 2024. Peu après minuit des premières flammes sont visibles par les caméras d'autosurveillance dans le bâtiment compostage n°1.

Les pompiers de Bégard reçoivent un appel téléphonique vers 0h30 d'un riverain proche du site pour signaler une odeur de brûlé.

A 1h30 le dispositif des pompiers est en place pour intervention sur site. L'électricité est coupée par Enedis.

L'astreinte de Veolia est contactée par les pompiers à 3h33.

Vers 7h30, l'incendie est maîtrisé.

La charpente de 6 cellules de stockage du compostage n°1 est détruite (1 200 m²).

Les autres bâtiments n'ont pas été endommagés.

Les pompiers ont pu intervenir sur le site et se repérer dans les lieux avec un plan d'intervention (panneau d'affichage) disponible et localisant les différents bâtiments et les dispositifs électriques, carburants et de protection incendie.

- Conditions météo: les conditions visibles à la vidéo surveillance montre du vent assez important d'ouest et de la pluie.

L'exploitant précise que deux rondes de surveillance ont été réalisées le dimanche dans la journée, sans détection de problèmes particuliers.

Les actions correctives sont présentées dans le rapport de l'exploitant:

- révision des procédures d'astreinte (difficultés pour joindre l'exploitant);
- réfection de l'aire d'accueil des pompiers: stabilisation du sol et réfection de la canne d'aspiration de l'eau de la lagune.

Des investigations complémentaires sont nécessaires par un cabinet d'expertise mandaté par l'assurance pour déterminer la(les) cause (s) et l'origine précise du sinistre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport BARPI (fiche de notification d'accident/incident) devra être complété par l'identification des causes profondes du sinistre. Les actions correctives prévues dans le rapport d'accident devront être mises en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26.bis
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. [...]
Constats : Les eaux d'extinction d'incendie et susceptibles d'être polluées sont confinées dans lagune dite de "ruissellement", qui recueille également les eaux pluviales de voirie sur le site. Lors de l'évènement la vanne d'obturation de la lagune a été fermée par un opérateur à son arrivée sur le site. L'exploitant précise que l'eau n'était pas montée jusqu'à la bouche qui mène vers le milieu naturel. Il indique également que: <ul style="list-style-type: none"> • le compost a absorbé une partie des eaux d'extinction • pas d'utilisation d'additifs dans les eaux d'extinction; • pas de rejets de produits chimiques; • il n'y a pas eu de rejet dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention pollution

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2023, article L.511-1
Thème(s) : Risques chroniques, Observation milieu aquatique
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Un premier état des conséquences de l'incendie a été rapporté par l'exploitant.

- Conséquences humaines et sociales:
 - pas de blessés parmi le personnel et les pompiers. L'incendie s'est déclaré la nuit en l'absence d'opérateurs sur le site.
- Conséquences économiques: en cours d'évaluation
 - des dégâts matériels avec la charpente du bâtiment compostage n°1 détruite;
 - système électrique et de ventilation hors d'usages;
 - perte partielle des lots de matières hygiénisées et de composts sous la charpente incendiée;
 - perte d'exploitation avec la diminution de la capacité de compostage sur site et l'arrêt de l'usine pendant 1 jour.
- Conséquences environnementales:
 - les eaux d'extinction incendie ont été confinées dans lagune dite de "ruissellement", qui recueille également les eaux pluviales de voirie;
 - absence de rejet d'eaux usées dans le milieu naturel;
 - pollution atmosphérique considérée comme minime par les pompiers en raison du vent présent au moment de l'incendie.

Le jour du contrôle, l'inspection constate que:

- le niveau de la lagune est faible et il n'y a pas de traces d'irisation;
- la vanne de confinement est bien obturée dans le regard avant rejet au milieu naturel;
- il n'y a pas de traces de rejets dans le milieu naturel: vérification au point de rejet dans un fossé aéraulique longeant le site. L'eau était d'aspect clair, sans traces de pollutions et d'irisation apparentes.
- il n'y a pas de suies visibles au sol et dans les bassins.

Des contrôles analytiques des eaux d'extinction dans la lagune et des eaux superficielles du milieu ont été demandés à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les rapports d'analyses des eaux seront communiqués à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 45

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Constats :

Le sinistre a occasionné des déchets (bois, plastiques, compost et fientes hygiénisés et non hygiénisés souillées, eaux souillées,...). Les quantités sont en cours d'évaluation dans l'attente de pouvoir déblayer les débris de la zone incendiée.

<p>Les déchets seront évacués par des prestataires et vers des filières autorisés. Les modalités de gestion des fientes de la zone incendiée et les flux des matières sont évalués par l'exploitant, en lien avec le service de la DDPP compétent (aspect sanitaire pris en compte). Des contrôles libératoires analytiques sur les lots impactés seront notamment mis en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera que les déchets et résidus produits seront stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Étude de dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2018, article 1.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers (EDD)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les études d'impact et de dangers seront actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le service d'inspection conserve une étude de dangers du site qui date de 2009. Cette étude présente, entre autres, les phénomènes dangereux suivants: incendie et dispersion de fumées. Elle ne fait pas mention de moyens de détection de fumées dans les locaux à risques.</p> <p>Le site a fait l'objet de modifications notables et d'évolutions structurelles depuis la dernière consultation publique.</p> <p>Au regard des événements survenus dans l'établissement (incendies en 2020 et 2024), l'exploitant devra s'assurer que les évolutions de l'installation n'ont pas modifié le contenu de l'étude de danger initiale et que les mesures de maîtrise des risques sont à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra à l'exploitant de statuer sur la nécessité de mettre à jour cette étude. Cette étude devra notamment recenser et localiser les zones de l'installation à risques, susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (risque incendie, atmosphère explosive, émanation toxique...) et présenter les mesures de maîtrise des risques. La mise en œuvre de moyens de détection de fumées dans ces zones à risque devra notamment être justifiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>